

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du logement du Grand Est

Strasbourg, le 10 septembre 2019

Unité Départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud

Nos réf. :6664/PL/NS
Affaire suivie par :
pascal.lajugie@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 88 13 08 61

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**


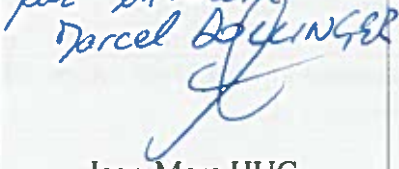

**ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ
D'UN DOSSIER DE DEMANDE
D'ENREGISTREMENT EN RÉFÉRENCE
À L'ARTICLE R.512-46.8
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Dossier de demande d'enregistrement
Installation de Méthanisation à SCHERWILLER
Méthaniseur des deux vallées SAS, 4 rue des Vosges ,67750 SCHERWILLER

Pièce jointe : . projet de décision (dispense d'étude d'impact)

- 1. Caractérisation de la demande au vu du dossier**
- 2. Avis de l'inspection des installations classées**
- 3. Conclusion et propositions**

Copie :
- Sous-Préfecture de Sélestat

Rédigé par : L'inspecteur de l'environnement (Installations classées)  Pascal LAJUGIE	Vérifié par : L'Adjoint au Chef de l'Unité Départementale du Bas-Rhin <i>par intérim</i>  Jean-Marc HUG	Vu, approuvé et transmis, Pour le Directeur régional, Le Chef de l'Unité Départementale du Bas-Rhin  Pascal LAJUGIE
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1 – CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

1.1 – Description de l'activité

La demande présentée par la SAS Méthaniseur des deux vallées vise à l'enregistrement au titre de la réglementation sur les Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) dans le cadre de son installation de méthanisation en fonctionnement sur la commune de Scherwiller. Le demandeur souhaite augmenter la capacité de traitement autorisée de 29,9 à 41 tonnes par jour de déchets non dangereux et matière végétale brute, sur le plan réglementaire cette modification de capacité entraîne un changement du régime administratif de l'installation passant du régime de la déclaration à celui de l'enregistrement.

Cette demande a été adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est le 02 septembre 2019.

Le projet relève également de l'autorisation au titre de la réglementation sur Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) définie en application de la loi sur l'eau pour l'épandage des digestats issus du procédé de méthanisation, rubrique 2. 1. 4. 0. (épandage d'effluents ou de boues, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : azote total supérieur à 10 t / an. Un dossier spécifique relatif au plan d'épandage a été joint à la demande d'enregistrement.

1.2 – Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2781-2-b	E	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation de déchets non dangereux : b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	41 tonnes/jour

Régime :

E (enregistrement)

Installations, ouvrages, travaux et activités projetées visés à l'article L. 214-1 du Code de l'Environnement :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2.1.4.0	A	Epandage d'effluents ou de boues, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : 1) Azote total supérieur à 10 t / an ou volume annuel supérieur à 500 000 m ³ / an ou DBO ₅ supérieure à 5 t / an (A) ;	Épandage agricole : 12 720 m ³ /an contenant 76,6 tonnes d'azote

Régime :

A (Autorisation)

L'article L 512-7-1bis du Code de l'Environnement précise :

« L'enregistrement porte également sur les installations, ouvrages, travaux et activités relevant de l'article L. 214-1 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaire à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont regardés comme faisant partie de l'installation et ne sont pas soumis aux dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6 et du chapitre unique du titre VIII du livre 1er. »

Les digestats épandus sont exclusivement issus l'installation de méthanisation et leur production est indissociable du procédé

2 – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

2.1 – Caractère complet ou non du dossier

Le dossier transmis le 02 septembre 2019 , comporte l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement.

2.2 – Caractère régulier du dossier

Les éléments du dossier paraissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et au regard de son environnement.

2.3 – Demandes d'aménagements aux prescriptions

L'exploitant ne sollicite pas d'aménagements aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique " n° 2781" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

3 – PROPOSITION DE NON BASCULEMENT VERS LA PROCEDURE D'AUTORISATION

En application de l'article L512-7-2 le préfet peut décider que la demande d'enregistrement soit instruite selon les règles de procédure prévues pour les autorisations environnementales :

1° Si, au regard de la localisation du projet, en prenant en compte les critères mentionnés au point 2 de l'annexe III de la directive « 2011/92/ UE du 13 décembre 2011 » concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, la sensibilité environnementale du milieu le justifie,

2° Ou si le cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux situés dans cette zone le justifie,

3° Ou si l'aménagement des prescriptions générales applicables à l'installation, sollicité par l'exploitant, le justifie.

Le site est en secteur UXb défini par le plan local d'urbanisme (Zone d'activité intercommunale).

Aucune des trois conditions énoncées à l'article L512-7-2 du code de l'environnement n'est remplie, donc la demande peut être instruite selon la procédure d'enregistrement définie aux articles R. 512-46-11 et suivants.

3 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire, lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Au regard des dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la SAS Methaniseur des deux vallées paraît en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Le dossier de demande est estimé complet et régulier et peut être communiqué aux conseils municipaux des communes où l'installation est projetée, à celui des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et au moins à celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre du projet en application des dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement.

Cette consultation concerne donc les communes de :

- SCHERWILLER (installation de méthanisation)
- SELESTAT (installation de méthanisation et épandage)
- CHATENOIS (installation de méthanisation)
- BALDENHEIM (épandage)
- EBERSHEIM(épandage)
- HEIDOLSHEIM (épandage)

Soit 6 communes

Les dispositions régissant la consultation du public peuvent être prises par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article R.512-46-12 du code de l'environnement.

Le dossier ayant été déposé le 02 septembre 2019 est reconnu recevable, conformément à l'article R.512-46-18, la décision sur la procédure doit intervenir dans un délai de 5 mois, soit avant le 03 février 2020 faute de quoi l'absence de réponse vaudra décision de refus.

Considérant l'absence d'enjeux particuliers sensibles dans le secteur d'implantation et l'absence de risques particuliers spécifiques à l'installation, la production d'une étude d'impact n'est pas requise.

En application des dispositions de l'article L.512-7-1 du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint un projet de décision visant à dispenser le pétitionnaire de produire une étude d'impact.

L'arrêté d'enregistrement précisera les points particuliers (capacités de stockage des digestats, gestion des eaux pluviales,...)

L'exploitant utilise une fosse de stockage de digestats d'une capacité de 1 272 m³, implantée au sein d'une exploitation agricole sur la commune de Hilsenheim. Cette fosse de stockage a été autorisée par permis de construire délivré le 06/12/2006. Cette installation distincte du site de méthanisation déjà régulièrement connue de l'administration et déjà exploitée ne relève pas de la rubrique n° 2781-2b, mais sera prise en compte comme capacité de stockage de digestats mobilisable par le demandeur, il devra cependant être en mesure de justifier de sa mise à disposition.